

Conseil de la Métropole du 11 décembre 2023

Approbation du procès-verbal de la séance du 25 septembre 2023

Intervention de Gilles GASCON

*Maire de Saint-Priest - Conseiller métropolitain Portes des Alpes
(Seul le prononcé fait foi)*

Monsieur le Président, chers collègues,

L'adoption du PV du conseil me donne l'occasion d'évoquer le projet ferroviaire Lyon-Turin. En effet, le 26 juin dernier, vous censuriez, Monsieur le Président, le vœu porté collégalement par les groupes d'opposition tout en renvoyant ce sujet éminamment crucial pour notre agglomération en simple « question diverse » en commission Déplacements.

L'absence de débat dans cet hémicycle est devenue insupportable comme il n'est pas acceptable, ni respectueux de ne pas vouloir entendre l'expression de l'ensemble des conseillers métropolitains.

L'été dernier, votre vice-président, monsieur Jean-Charles Kohlhaas, cosignait, avec plusieurs élus écologistes, une tribune pour exiger l'arrêt du chantier Lyon-Turin et pour soutenir la manifestation organisée en Savoie par quelques militants radicaux du groupuscule d'extrême gauche : « les Soulèvements de la Terre ».

Avec toujours le même argument principal : « le Lyon-Turin ne servirait à rien. La ligne de montagne héritée de Napoléon III convient très bien. Il suffit de la moderniser. »

A défaut d'une expertise pointue sur le sujet, on peut au moins saluer votre prodigieux sens du timing. Deux mois après cette tribune, un éboulement provoquait la coupure de la ligne ferroviaire France-Italie jusqu'à la fin 2024.

La coupure de ce cordon ombilical ferroviaire avec l'Italie entraîne une explosion du nombre de camions, de voitures et d'avions sur un axe européen stratégique. Le désastre écologique et économique est assuré.

Vous pouvez vous contorsionner dans tous les sens en évoquant notamment le trafic perturbé dans le tunnel du Gothard, une réalité s'impose : si le Lyon-Turin était en service, les circulations n'auraient pas été interrompues.

Monsieur le Président, cet épisode confirme l'obsolescence de cette ligne du XIXème siècle que vous vous acharnez à présenter comme une solution miracle ; et ce contre l'avis de TOUTES les entreprises ferroviaires européennes qui opèrent sur cette ligne.

Elles l'ont d'ailleurs progressivement désertée ces dernières années en raison de ses anachronismes infrastructurels.

Vous suggérez néanmoins de réaliser de mystérieux travaux de modernisation de cette vieille ligne. Sauf que le problème majeur de cette ligne d'altitude, ce sont ses pentes rédhibitoires pour les opérateurs. Sauf à raser la montagne, aucuns travaux de modernisation ne pourrait améliorer la situation.

A cela s'ajoute les sévères limites de capacités attestées par TOUTES les autorités franco-italiennes, mais que vous continuez à nier de manière ahurissante.

Enfin, il y a aussi d'évidentes questions de sécurité. L'éboulement survenu fin août vient allonger une longue liste d'incidents depuis l'ouverture de la ligne en 1871. Dans cette zone géologique connue pour sa fragilité, on peut être certain qu'il y en aura d'autres.

Bref la liaison Lyon-Turin conçue avec nos partenaires italiens est une infrastructure européenne indispensable pour redonner un avenir au transport ferroviaire transalpin.

Et la pierre angulaire, c'est-à-dire le tunnel transfrontalier, est un chantier déjà bien avancé et irréversible. Faire croire le contraire n'est ni sérieux, ni responsable.

La question qui est désormais au cœur des débats aujourd'hui porte sur la réalisation des voies d'accès depuis Lyon jusqu'au tunnel.

Et là, il faut avouer qu'on ne saisit pas vraiment la position de la Métropole.

Promouvoir la ligne Dijon-Modane qui évite Lyon revient ni plus ni moins à ce que notre Métropole tourne le dos à l'Italie tout en créant côté français un invraisemblable goulot d'étranglement pour le trafic en provenance d'Italie.

Nous savons qu'un tour de table a été organisé par Madame la Préfète le 17 novembre dernier pour boucler le plan de financement des études APD, étape cruciale des accès français.

Un nouveau tour de table est programmé dans quelques jours. Avec en ligne de mire la date butoir du 30 janvier 2024 pour profiter de 70 M€ de subventions européennes.

Comme vous le savez, une quasi-unanimité des maires de la Métropole, y compris au sein de votre majorité, est favorable à l'accélération du Lyon-Turin.

C'est aussi le cas d'une immense majorité des habitants, y compris au sein de votre propre électorat.

Pour les acteurs de notre territoire, mais aussi aux yeux de l'Europe et de nos voisins italiens, il serait impensable qu'une Métropole de dimension européenne comme la nôtre reste à l'écart d'un projet aussi structurant pour son environnement, son économie et son rayonnement.

Depuis trop longtemps, la voix discordante des élus écologistes pèse sur la dynamique du projet alors qu'un front uni des élus et des collectivités pourrait faire bouger l'Etat dans le bon sens.

Une inaction de votre part serait coupable devant les rhônalpins et nos cousins italiens

Alors nous vous posons deux questions Monsieur le Président :

Tout d'abord : la Métropole va-t-elle oui ou non contribuer financièrement à la conduite des études d'avant-projet détaillé sur la section française du Lyon-Turin ?

Ensuite, pouvez-vous informer notre assemblée sur la position de la Métropole dans la négociation à laquelle vous êtes associé ?